

CIBLE

Allemagne

Angela Merkel n'a pas gagné les élections législatives. Elle ne les a pas perdues, en raison de l'effondrement du Parti social-démocrate. Mais elle devra composer avec les libéraux et son autorité s'en trouvera considérablement affaiblie.

En somme, ce sont les deux piliers de l'oligarchie allemande qui sont fortement ébranlés puisque les chrétiens-démocrates (33 %) et les sociaux-démocrates (23 %) n'ont jamais obtenu plus mauvais résultats depuis la guerre dans un scrutin marqué par un taux élevé d'abstention.

Les vrais vainqueurs des élections sont les libéraux, qui expriment le conservatisme allemand – beaucoup plus passéiste et pesant que le conservatisme français. Énorme handicap, face à la crise mondiale !

L'autre vainqueur est Die Linke, authentique parti socialiste dirigé par Oskar Lafontaine qui présente avec intelligence et courage son programme salvateur : nationalisations, inflation salariale, dissolution de l'Otan. La gauche allemande dispose du fédérateur et du programme qui manquent aux socialistes et aux communistes français. A bon entendeur...

OPPOSITION

Quelle ligne choisir ?

Maos

**L'étrange
parcours**

p. 9

Ouverture

**La saison
turque**

p. 5

Perdu de vue

La direction du journal a chargé le colonel Sponz d'enquêter sur la propagation de la grippe H1N1 sur le territoire français et plus particulièrement sur le plateau de Millevaches où l'un de nos dirigeants compte se retirer. Le rapport du chef de nos services secrets est en tous points lamentable.

De la vase dans les yeux, à force d'avoir scruté mon écran. De la bouillie dans le cerveau car mes connaissances médicales étaient et sont restées embryonnaires. Une grosse fatigue qui m'a fait effacer par inadvertance les milliers de documents rassemblés en vue de cet article. Me voici replacé dans la situation du citoyen ordinaire, exposé depuis plusieurs mois à un bombardement d'informations complexes, contradictoires et toujours alarmantes sur la grippe H1N1 et les moyens de s'en protéger. Hélas, il ne reste plus dans ma mémoire que des parcelles de déclarations gouvernementales, des bribes de commentaires, une macédoine de chiffres.

Mais je voudrais commencer par la fin et signaler aux autorités sanitaires, aux sondeurs d'opinion et au patron de l'UMP le fait étrange qui m'a frappé dans les dix derniers

jours de septembre : le H1N1 a disparu ! Oui, perdu de vue !

Je précise : le salopaud a été effacé de la une des journaux de papier, retiré des annonces faites en ouverture des journaux télévisés, rejeté dans les caniveaux des autoroutes de l'information. Cela s'est produit au moment où l'épidémie s'est réellement abattue sur la France : alors que l'on recense des centaines de milliers de cas de personnes grippées, il s'est fait comme un grand silence communicationnel. Pourtant, nos journalistes préférés ne sont pas alités : ils pontifient d'une voie claire. D'où mon trouble. Pendant l'été, le discours rassurant du gouvernement m'avait déjà inquiété :

- les ministres nous disaient que le vaccin serait prêt pour l'arrivée de la grippe, mais comme nous ne savions pas quand le virus franchirait nos frontières, cette assurance m'avait semblé spéculative ;

- quand le gouvernement nous a prévenu que H1N1 circulait sur le corps sacré de la mère patrie et que le vaccin serait administré vers la mi-octobre, il devint clair que nous allions affronter le premier assaut grippal sans aucune protection. C'est peut-être parce qu'il ne tient pas à s'expliquer sur ce point que le gouvernement a mis la pédale douce - alors que personne ne lui fera reproche d'attendre que tous les tests soient terminés pour diffuser le vaccin.

Le grand silence de la fin septembre peut aussi s'expliquer par le fait que les médias ont eu, en ce beau début d'automne, d'autres chats à fouetter. Après nous avoir successivement raconté que la grippe H1N1 était épouvantablement meurtrière, qu'il ne s'agissait après tout que d'une simple grippette, que c'était la pandémie du siècle, qu'il s'agissait d'une forte épidémie mais pas plus dangereuse que les grippes saisonnières, les

projecteurs ont éclairé Brice Hortefeux, amateur de l'*Arabe* à l'unité, puis le site « *affreux, mais vraiment affreux* » de *Désirs d'avenir*, enfin le vrai mauvais roman de Valéry Giscard d'Estaing qui a laissé dire qu'il avait eu une vraie aventure avec lady Diana puis à avoué qu'il avait inventé cette histoire - ce qui montre que, même à un âge avancé, le vaincu de 1981 est toujours capable de conjuguer pitrerie et inélégance pour réussir un plan média.

La tête tournée par tant d'informations capitales, sentant monter la fièvre qui risque de m'emporter, je me suis rendu au commissariat le plus proche pour avouer ce qui suit : non, ce ne sont pas les grands laboratoires capitalistes, alliés à la synarchie et à la trilatérale, qui ont fabriqué le H1N1 pour éliminer le plus grand nombre possible de faibles et de déshérités. C'est moi qui porte la responsabilité de la pandémie. Sur ordre venu de très haut, j'ai organisé des brigades d'éternueurs et des commandos de quinteux, tous porteurs du virus. Déguisés en militants de l'UMP et du PS, ils étaient chargés de crier leur amour à Nicolas, François, Martine et Ségolène en termes suffisamment postillonnant pour qu'ils soient contaminés et naturellement éliminés par cette grippe qu'on dit mortelle.

Le commissaire a rigolé, des infirmiers sont arrivés et je suis maintenant dans une clinique. Ils sont gentils avec moi et je peux regarder jusqu'à deux cents chaînes de télévision. Je vais enfin savoir où est passé ce satané virus.

Colonel SPONZ

royaliste 
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : BERNARD HENRIOT

SOMMAIRE : p.2 : Perdu de vue - p.3 : L'Europe et le pot de lait - L'exploit de M. Besson - p.4 : Ça parle - De nouvelles vaches à lait ! - p.5 : La saison de la Turquie - p.6/7 : Les renards gèrent le poulailler - p.8 : Galbraith - Crise infantile - p.9 : Les maos n'ont jamais été de gauche... - p.10 : Comte de Chambord - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Quelle stratégie politique ?

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

L'Europe et le pot de lait

La crise du lait pose de manière particulière la question de l'organisation des marchés agricoles.

Voilà un marché très encadré et très aidé. La création des quotas en 1984 visait à en finir avec les surplus de production qui coûtaient cher, tant à l'achat qu'au stockage.

Les difficultés des éleveurs sont à la fois structurelles et conjoncturelles. Structurelles, parce que si le marché est organisé, il n'en demeure pas moins que ce sont les industriels qui font le prix et la sacro-sainte conservation des marges des distributeurs influe de manière négative sur les prix payés aux producteurs. Le client final ne voit lui que les hausses. En outre, le marché européen est protégé puisque des taxations aux frontières ont été mises en place.

Les quotas destinés à éviter la chute des cours ont joué leur rôle, encore qu'ils posent un problème assez curieux : seuls les Français ne vont pas au-delà de la quote-part qui leur est attribuée, d'autres producteurs en Europe ne sont pas aussi scrupuleux et produisent sans compter ne visant que l'aspect global du système. En résumé : je produis et ce sera aux autres de sous-produire pour ne pas dépasser la limite. En 2015 ce système devra avoir disparu mais le marché ne peut se passer de régulation pour les éleveurs qui subsisteront. Divisé par 5 en 15 ans, leur nombre devrait dramatiquement décroître encore.

Alors, la crise s'en est mêlée. La chute des ventes de produits laitiers a aggravé le mal. En rythme annuel la production est de 4 % en deçà des quotas pour cette année 2009.

Même si le système n'est pas sans poser de problèmes, du fait notamment de son manque de souplesse, il ne peut être considéré comme le seul responsable.

L'équation est simple à poser. La production d'une tonne de lait coûte aux environs de 350 euros. Cette même tonne n'est payée que 275 euros au producteur. Le calcul est simple à faire. Qui peut se permettre de mettre sur le marché un produit qui coûte 25 % de plus qu'il ne rapporte ? Personne. Pour pallier cela, l'Europe a versé l'année dernière 750 millions d'euros aux producteurs français. Comment justifier un tel système ? Les cours de notre école primaire nous ont appris que le prix de vente devait toujours être supérieur au prix de revient. Cette simple remarque qui tombe sous le sens n'est pourtant vraiment soulevée que par la Confédération paysanne et surtout pas par la FNSEA muette sur le sujet.

Il n'y a pas de solution simple à ce problème. Le nœud se trouve dans les rapports disproportionnés entre le producteur et l'industriel transformateur. C'est là qu'il faut porter l'effort et se serait un levier idéal pour s'attaquer aux problèmes de toutes les autres productions agricoles.

Pascal BEAUCHER

L'exploit de monsieur Besson

Comme Nicolas Sarkozy à Sangatte, Éric Besson a fait procéder fin septembre au nettoyage - au sens militaire - de la jungle de Calais. Le ministre sait que les mesures de ce type ne peuvent résoudre le problème posé par les réfugiés. Mais l'important est de donner l'illusion de l'action.

Quelques semaines avant l'opération quasi militaire et fortement médiatisée que le ministre Besson avait ordonnée, nous avions reçu un message angoissé d'une de nos amies qui travaille bénévolement à *France Terre d'Asile*. Elle nous demandait de trouver des vêtements et des chaussures pour des adolescents qui sont recueillis par l'association ou qui vivent dans les squares parisiens sans aucun vêtement de rechange. Ces mineurs sont des Afghans qui ont fui leur pays une nouvelle fois ravagé par la guerre.

À Paris, à Calais, ces jeunes gens sont trop nombreux pour que les associations puissent rapidement les tirer tous de la misère. Mais ils sont un tout petit nombre par rapport à la population étrangère vivant sur le sol français et un minuscule problème au regard des possibilités de l'État. Or les autorités laissent les associations se débrouiller jusqu'au moment où un ministre en charge des migrants décide de frapper un grand coup... d'épée dans l'eau.

En 2002, lorsque Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, avait décidé la fermeture du centre de Sangatte, nous avions écrit que sa méthode était celle du ventilateur : au lieu de résoudre un problème, on disperse les gens sur la plus grande superficie

possible afin que nul ne voie plus rien. Déjà, à l'époque, on invoquait les conditions de vie à Sangatte et la nécessité de lutter contre les passeurs.

Il était prévisible que les migrants dispersés reviendraient à Calais puisqu'ils veulent s'installer en Angleterre. De fait, les réfugiés sont revenus, ils ont vécu pendant des années dans des conditions pires qu'à Sangatte et ils sont à nouveau chassés par les policiers tandis que leurs misérables abris sont détruits par des engins de chantier. Trois jours après l'opération, les migrants commençaient à revenir.

Éric Besson peut donc préparer de nouveaux nettoyages, qui seront comptés comme autant de gages de sa soumission et qui permettront au gouvernement de penser que ces mesures inefficaces fixent sur Nicolas Sarkozy les voix de l'extrême droite.

Quant à l'Union européenne, elle ne dit mot alors que sa politique (*Dublin II*) est un échec : pour diverses raisons, les réfugiés ne veulent pas être contraints de demander l'asile au premier pays dans lequel ils sont entrés.

Pourtant, l'aggravation de la situation en Afghanistan et au Pakistan va augmenter le nombre de ceux qui fuient la guerre et la misère...

Annette DELRANCK

Ça parle

Chez Nicolas Sarkozy, l'inconscient est structuré comme un verbiage. L'homme ne changera pas. Quand ça doit pulser, ça se fait n'importe où, devant n'importe qui, au mépris des usages et du droit.

Par exemple, il est d'usage, pour un chef d'État, de ne pas évoquer les questions de politique nationale quand il se trouve à l'étranger. La réserve devrait être encore plus forte lorsqu'il s'agit d'une affaire judiciaire dans laquelle on est partie prenante. Mais dans l'affaire Clearstream, c'est la haine à l'état pur qui anime le plaignant Sarkozy et qui lui a dicté, le 23 septembre à New York, les propos inacceptables qui visent plus particulièrement Dominique de Villepin et le désignent comme « coupable ».

Ces propos ne violent pas seulement la Constitution mais l'article 9 de la Déclaration de 1789 (« *Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable...* ») et le principe fondamental de la séparation des pouvoirs. Mais Nicolas Sarkozy bénéficie de l'immunité tout au long de son mandat ce qui lui permet d'agir comme bon lui semble devant les tribunaux d'une justice dont il est le garant.

Une opposition véritable tiendrait pour *supposé président* ce personnage qui viole nos principes fondamentaux et piétine la Constitution. Elle engagerait contre lui un combat sans merci, en vue d'une défaite électorale qui permettrait sa mise en examen. Je rêve...

Angélique LACANE

De nouvelles vaches à lait !

La région des Pays de la Loire a lancé, le 21 septembre dernier, un emprunt régional d'un montant de 80 millions d'euros. Objectifs : diversifier les sources de financement du plan de lutte contre la crise adopté par le Conseil régional en mai dernier.

Les particuliers, qui constituent la cible prioritaire de cet emprunt régional, auront jusqu'au 9 octobre pour y souscrire ; ensuite (du 9 au 16 octobre), il sera fait appel aux investisseurs institutionnels (caisses d'assurance, fonds de pension...). Le taux brut sera de 4 % par an pendant six ans. Il sera affecté à la construction de quatre nouveaux lycées, d'un centre de formation pour apprentis, à l'aide aux particuliers qui souhaitent entreprendre des travaux permettant de réaliser des économies d'énergies, au financement des prêts régionaux de redéploiement industriel accordés aux entreprises fragilisées par la crise...

Cette démarche est intéressante à plus d'un titre. D'abord, elle permet de mieux cerner les contours du débat ouvert le 22 juin 2009 par Nicolas Sarkozy lorsque, devant le congrès réuni à Versailles, il a lancé l'idée d'un grand emprunt national : quel montant ? Sur quelle période ? Quel rendement ? Quelle affectation ? Ce sont autant de questions qui se posent et auxquelles la région a répondu sans avoir eu besoin de réunir une commission. Cet exemple éclaire d'un jour nouveau les raisons profondes qui expliquent pourquoi le président de la République a décidé d'en

appeler à l'épargne des Français. Politiquement et symboliquement, l'emprunt national peut être considéré comme un signal fort envoyé à la population sur le thème : tout le monde est appelé à se retrousser les manches pour lutter contre la crise.

Domage que, dans le même temps, le gouvernement envoie un signal contraire en favorisant une minorité de contribuables parmi les plus riches, notamment au travers du bouclier fiscal qui coûte très cher au budget de l'État, en se contentant d'effets d'annonces sur les bonus des traders, et en prévoyant d'augmenter le forfait hospitalier, de dérembourser certains médicaments et de fiscaliser les indemnités journalières des accidentés du travail. La véritable raison réside tout simplement dans le fait que les banques ne remplissent plus leur mission de financement de l'économie via le crédit. Sur six banques consultées, le conseil régional des Pays de la Loire a, en effet, essuyé cinq refus, malgré sa solidité financière. Ce que de nombreux élus locaux, notamment des maires, confirment : ils éprouvent, en effet, les pires difficultés à obtenir des crédits. Et les mêmes élus de regretter que les politiques ne disposent d'aucuns moyens de pression pour faire céder les banques.

Enfin, le recours d'une région à l'emprunt introduit une question qui n'a pas été posée jusqu'alors : celle de la concurrence entre l'emprunt national et des emprunts régionaux. Imaginons que d'autres régions lancent des initiatives du même genre (d'autant plus que toutes les régions, à l'exception de l'Alsace et de la Corse, sont détenues par la gauche). Certains parlementaires ou conseillers ministériels répondent que les deux types d'emprunt sont complémentaires et que leurs affectations diffèrent. Certes, mais la capacité d'épargne des Français si élevée soit-elle n'est pas extensible à l'infini.

L'emprunt national est une aberration économique. Les précédents historiques ont coûté extrêmement cher sur le long terme ; certains économistes disent même que l'emprunt Pinay (indexé sur l'or et entièrement défiscalisé) émis en 1952-1953 a freiné la croissance. L'emprunt Giscard (1973, également gagé sur l'or) a coûté plusieurs fois ce qu'il a rapporté ; quant à l'emprunt Balladur (1993), l'État a dû le rembourser plus tôt que prévu compte tenu, là encore, du coût qu'il aurait représenté pour les finances publiques s'il était allé à son terme. Enfin, cet emprunt sera souscrit par des ménages aisés, les seuls qui auront les moyens de le faire, mais remboursés par l'ensemble des contribuables présents et à venir : ce n'est pas le moindre des scandales.

Nicolas PALUMBO

La saison de la Turquie

La Turquie continue ses progrès et ringardise notre immobilisme.

En dépit d'une ultime provocation de Nicolas Sarkozy (en mai lors de la campagne pour les élections européennes), la saison de la Turquie en France s'est bien ouverte cet été et se poursuivra jusqu'à 2010 (1). Le président du Sénat français, Gérard Larcher, a fait à Istanbul sa première visite importante à l'étranger à la mi-septembre. Le président turc, Abdullah Gül, devrait effectuer une visite officielle en France.

Ce devrait être l'occasion d'une franche et courageuse remise en cause de nos positions. Car la Turquie avance alors que l'Europe stagne à son égard. On a depuis longtemps rebattu tous les arguments *pro* et *contra*. Cette querelle est aujourd'hui dépassée. Car la Turquie a fait sa propre révision. Ce n'est pas en argumentant mais en créant des réalités sur le terrain que la Turquie surprendra l'Europe. Pour ne nous en tenir qu'à la politique extérieure, que l'on en juge : la Turquie a été facilement élue au Conseil de Sécurité pour la période 2009-2010 ; montée du 28^e au 17^e rang économique mondial, elle a été admise au G 20 ; elle a abrité des négociations entre Damas et Tel Aviv ainsi qu'entre les factions palestiniennes ; elle a tenu des sommets avec l'Union africaine et avec le Japon ; elle a exercé la présidence de la conférence islamique mondiale et a accueilli en avril le président Obama ; au sein de l'Otan, elle a obtenu d'importants avanta-

ges en subordonnant son aval à la nomination du nouveau secrétaire général de l'organisation en la personne de l'ex-Premier ministre danois Rasmussen.

Mieux encore, elle a entrepris de se rapprocher de tous ses voisins. À la diplomatie des séismes avec la Grèce, a succédé celle du football avec l'Arménie : le 14 octobre prochain, un nouveau match opposera joueurs turcs et arméniens comme celui de septembre 2008 dans la capitale arménienne d'Erevan en présence du président turc Abdullah Gül. Le rétablissement des relations diplomatiques, rompues en 1993 sur la question de la guerre du Haut-Karabagh entre Arménie et Azerbaïdjan, devrait permettre la réouverture des frontières terrestres.

Et comme nul sujet n'est plus tabou, la question kurde elle-même est abordée de front, tandis que la Turquie est désormais bien accueillie au Kurdistan irakien.

La mariée est-elle trop belle ? Le programme est délibéré, conscient, cohérent. La désignation en mai 2009 d'un nouveau ministre des Affaires étrangères en la personne de Ahmet Davutoglu, originaire de Konya en Anatolie centrale, comme le président Gül, fait appel au théoricien de ce qu'il a appelé lui-même *la profondeur stratégique*. L'entrée dans l'Europe n'est plus désormais l'axe unique voire obsessionnel de la politique étrangère turque. Elle n'est pas

abandonnée, bien au contraire, mais resituée dans un contexte géographique plus large qui est celui de la Turquie historique. Une Turquie en difficulté avec ses voisins de l'Est ou du Sud poserait problème aux Européens de l'Ouest. En revanche, une Turquie qui joue pleinement son rôle de pôle de stabilité face au Moyen-Orient, au Caucase et à l'Asie centrale, se révélera être un formidable atout pour l'Union européenne. Cette dernière ne pourra plus la négliger ou la mépriser sinon à ses dépens.

Le nouveau secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Pierre Lellouche, a vraiment le génie de l'inopportunité en choisissant ce moment pour renier ses convictions antérieures (plus otaniennes et pro-américaines que réellement pro-turques) et gober le leur du partenariat spécial. Un peu de courage et de suite dans les idées, svp.

Rappelons qu'à Bruxelles les négociations restent ouvertes sur dix chapitres contre huit qui ont été fermés après le différend avec Chypre qui n'est pas clos. La question n'a d'ailleurs pas joué de rôle significatif dans les élections européennes de juin. Le mieux est de laisser Ankara nous apprendre et nous surprendre. Les réalités s'imposeront d'elles-mêmes au-delà de tous les discours.

Yves LA MARCK

(1) Voir le site <http://www.saisondelaturquie.fr/> et également la *Revue des Deux Mondes* (n° 3709 de septembre 2009) qui consacre son dossier à « Objectif Turquie » (dans les kiosques 13 €).

BRÈVES

◆ **BHOUTAN** - Tshering Tobgay, chef de l'opposition au Parlement du Bhoutan et président du *Parti démocratique du Peuple* (PDP), vient de se réjouir sur son blog car le roi vient de décréter un « *renforcement des institutions médiatiques afin qu'elles soient à même d'accomplir leur mission, sans pression ni corruption d'aucune sorte et ce, dans l'intérêt de la démocratie* ».

◆ **ALBANIE** - Au mois de juillet, le Premier ministre Sali Berisha a inauguré sur la place de la Démocratie à Burrel, capitale de la région de Mati, une statue du roi Zog 1^{er} en présence du roi Leka. Dans son discours, Sali Berisha qui ne passe pourtant pas pour monarchiste, a néanmoins déclaré : « *Nous honorons aujourd'hui un grand homme de Mati. Je suis sûr que l'histoire montrera la dimension extraordinaire d'Ahmet Zogu et sa grande contribution à la naissance de l'État moderne albanais ainsi qu'à la consolidation de l'indépendance et du développement de ce pays* ».

◆ **TURQUIE** - Le prince Ertuğrul Osman, chef de la dynastie ottomane, est mort à Istanbul à l'âge de 97 ans. Il était le petit-fils du sultan Abdul Hamid II et le fils cadet du prince Mehmet Burhaneddin. Il aurait été sultan de l'empire ottoman si la république de Turquie n'avait pas été créée en 1923. Lui et sa famille avaient été expulsés par Mustafa Kemal Atatürk et il avait fini par se fixer à New York où il menait une existence modeste. Il ne recouvrera la nationalité turque qu'en 2004. Ses obsèques se sont déroulées dans le jardin de la Mosquée Bleue (Sultanahmet) devant une foule considérable, en présence de la famille royale et de plusieurs ministres turcs, dont le vice-Premier ministre Cemil Cicek. Il repose désormais dans le tombeau de son grand-père au Mausolée ottoman d'Istanbul.

◆ **MONACO** - À l'occasion des Jeux de la francophonie qui se sont tenus à Beyrouth, le prince Albert de Monaco a accordé un entretien au quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* dans lequel il précise comment il conçoit sa charge : « *J'ai un rôle, des devoirs et des responsabilités envers mon peuple et toutes les composantes de la principauté. Je suis là pour faire avancer les choses, pour servir le bien commun. [...] J'ai la chance aussi de ne pas être, comme d'autres hommes politiques, sujet à des élections. J'ai le temps de la réflexion et je peux m'inscrire dans un long terme* ».

◆ **IRAN** - Dans un entretien accordé à la revue *Avenue magazine*, l'impératrice Farah Pahlavi d'Iran affirme qu'il n'y aurait jamais eu la guerre Iraq-Iran si le président Jimmy Carter n'avait été à l'origine du renversement du Shah d'Iran en 1979. « *L'Iraq n'aurait jamais osé envoyer même un seul avion au-dessus de notre pays. La guerre du Golfe n'aurait pas eu lieu, pas plus qu'aucun des problèmes des trente dernières années, dont l'exportation de fanatisme religieux* » a-t-elle déclaré.

Les renards gèrent le poulailier

Réuni à Pittsburgh les 24 et 25 septembre, le G 20 a atteint un sommet dans l'art de se moquer du pauvre monde. Avec solennité, les oligarchies occidentales ont combattu avec des sabres de bois des agents mineurs de la crise mondiale. La restauration du système financier, au mépris de l'économie réelle et de la simple humanité, annonce de nouvelles phases critiques. Les propositions que nous présentions voici un an dans le numéro 933 de *Royaliste* (1) conservent leur pleine actualité.

Lors de sa campagne de 2007, Nicolas Sarkozy proclamait à tout bout de champ qu'on ne le trouverait jamais du côté des voyous de banlieue. Formidable évidence, qui pulvérisait toute argumentation sur la sécurité.

On peut aujourd'hui prendre au mot le supposé président et s'étonner de le voir passer la main dans le dos des voyous en col blanc, de leurs otages et de leurs complices. À Washington en novembre 2008, à Londres en avril 2009 et voici peu à Pittsburgh, c'est ce spectacle révoltant qu'on nous demande d'admirer : un croisé de la moralisation du capitalisme qui entérine le retour en force des *banksters*, infiniment plus dangereux que les petites frapes des cités puisque ces messieurs de Wall Street et de la City ont provoqué une catastrophe mondiale.

Le premier acte de résistance serait de dénoncer la rapacité de ces bandits et des États-

voyous qui leur ont permis de se *goïnfrer* - comme on dit dans le milieu - au fil des crises boursières et des rebonds. Au contraire, c'est sous la direction des États-Unis, premiers responsables de la crise mondiale, que les féaux anglais, allemands, français, se sont regroupés pour trouver des solutions à la crise. Cela se passe lors des sommets du G 20, qui impressionnent par la technicité des débats et par la solennité du communiqué final. Ce verbiage doit être dénoncé comme tel. En vérité, les principaux dirigeants occidentaux se sont contentés de charger le syndicat du crime (financier) de prendre les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre et de la prospérité. Quelques seconds couteaux - les traders - ont été désignés à la vindicte publique et quelques escrocs ont été jetés en prison. Mais l'oligarchie financière est provisoirement sauvée et la spéculation a repris de plus belle.

De fait, le supposé président et les médias ont pris les traders pour cible principale alors qu'ils ne sont pas les principaux vecteurs de la crise mais les parasites d'un système fondé sur l'irresponsabilité de banquiers rapaces. De même, les paradis fiscaux sont un abcès purulent qui n'est qu'une conséquence parmi d'autres du dérèglement de l'ensemble de l'organisme. Surveiller étroitement les traders et éliminer les paradis fiscaux ne résoudrait pas la crise mondiale.

Pour nous, cette grande crise a été provoquée par le libre-échange : le principe de concurrence a conduit à une compression des salaires mal compensée par le recours au crédit à la consommation (surtout aux États-Unis et en Grande-Bretagne) tandis que les industriels étaient contraints de fermer ou de se délocaliser. Ceci dans une ambiance hautement spéculative qui décourageait l'investissement tandis que les gouvernants se déclaraient pour le laisser-faire ou s'y résignaient.

Il était de bonne et simple logique d'éliminer les causes de la catastrophe : mettre fin au libre-échange de manière concertée ; augmenter massivement les salaires moyens et faibles ; rembourser les dettes des populations accablées de remboursements mensuels ; nettoyer de fond en comble les comptes des banques préalablement nationalisées et interdire les produits spéculatifs - ce qui aurait résolu immédiatement le cas des hallucinés qui sévissent dans les salles de marché.

Les rencontres internationales de ces douze derniers mois ont montré que les Américains, les Anglais, les Français et les Allemands refusaient de prendre les grands moyens et multipliaient les effets d'annonce comme autant de fumigènes. Reste à comprendre pourquoi.

Obstination idéologique ? C'est prêter aux dirigeants politiques trop d'intelligence et de désintéressement : ils expriment les idées qui servent leurs intérêts immédiats et n'hésitent jamais à étouffer la vulgate ultra-libérale sous le pragmatisme lorsqu'il y a urgence. La réalité est simple et brutale : tous les dirigeants occidentaux se sont soumis aux puissances financières et

sont restés ou devenus les fondés de pouvoir des banquiers et autres maîtres en spéculations suicidaires. Tous, y compris Barack Obama, divinisé il y a un an et qui a rendu les armes sans livrer bataille. Le cas de ce démocrate intelligent et sincère est tristement significatif.

Comme le montre Jean-Michel Quatrepoint dans son nouveau livre (2), le nouveau président des États-Unis, présenté voici un an comme le sauveur suprême, s'est incliné devant le pouvoir financier sans combattre. Pourquoi ? Par méconnaissance des véritables rapports de force ; par désarroi devant une catastrophe qu'il n'avait pas vu venir et dont il ne comprenait pas la logique. Comment ? Barack Obama a accepté de prendre avec lui les ultra-libéraux qui sévissaient au temps de Bill Clinton et que sa femme, candidate de Wall Street, a amené dans ses bagages lorsqu'elle s'est ralliée au futur vainqueur. Qui ? Lawrence Summers, ancien secrétaire d'État au Trésor, cupide et borné, qui fut l'un des principaux artisans de la dérégulation financière sous la présidence Clinton avant de faire fortune dans la gestion d'un *hedge fund*. Devenu chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, il a favorisé la désignation de Tim Geithner au Trésor. Ce dernier, ancien président de la Réserve fédérale de New York, s'y était montré plus soucieux de la défense des banquiers privés que de l'intérêt public. Ces deux personnages-clés, étrangers au sens de l'État, se sont entourés de créatures des banques privées - dont plusieurs anciens de Goldman Sachs.

Nicolas Sarkozy, qui excelle dans le rôle du grand imprécateur volontariste à qui on ne la fait pas, a courbé sa souple échine aussi vite que ses partenaires américains. Henri Guaino rédige les proclamations anticapitalistes du supposé président mais c'est Michel Pébereau, président de la

BNP, qui préside au réglage de la stratégie économique et financière sous le regard complaisant de Christine Lagarde qui fut avocate d'affaires aux États-Unis. Dans son ouvrage précité, Jean-Michel Quatrepoint note que BNP-Paribas a installé 189 établissements dans divers paradis fiscaux - ce qui ne dispose pas son président, parrain du milieu financier, à moraliser le capitalisme. L'influence prépondérante de la puissance financière est par ailleurs facile à établir chez nos principaux partenaires européens.

On comprend que les dirigeants occidentaux aient procédé l'an dernier au sauvetage nécessaire des banques sans décider, dans chaque pays, à une nationalisation du crédit qui nous aurait mis à l'abri d'une nouvelle crise financière et qui aurait permis une relance effective de l'activité économique (3). Le G 20 réuni à Pittsburgh les 24 et 25 septembre a confirmé que rien ne serait entrepris pour réorganiser les activités économiques et financières. Dans le communiqué final, les déclarations triomphalistes sur la reprise, les assurances données sur la régulation du système financier, la promesse plusieurs fois répétée d'une « *croissance mondiale forte, durable et équilibrée* » ne peuvent faire illusion.

Ce ne sont pas les excès des financiers qui ont provoqué la crise mais les conditions de l'échange international. Or les membres du G 20 ont pris l'engagement solennel de lutter contre le protectionnisme : dès lors, pas de politique favorable aux salariés, ni de relance efficace de l'activité économique. L'instauration d'une *gouvernance* mondiale par le biais du G 20 s'en trouve neutralisée d'entrée de jeu : il n'y aura pas plus de régulation économique que de moralisation financière. L'augmentation à venir des quotes-parts des pays émergents au sein du FMI n'aurait de sens que si cette institution répudiait son idéologie ultra-



libérale et renonçait aux mesures déflationnistes qu'elle continue de préconiser.

Quant à la folie spéculative et aux enrichissements inouïs, il est clair que rien de sérieux ne sera entrepris pour les empêcher. Sur ce point, le communiqué final du G 20 est un bel exemple de camouflage du laxisme sous une apparence volontariste : « *nous nous sommes engagés à agir ensemble pour élever les normes en matière de capitaux, pour mettre en œuvre des normes internationales strictes en matière de rémunérations afin de mettre un terme aux pratiques qui entraînent une prise de risques excessive, pour améliorer le marché de gré à gré des produits dérivés et pour créer des instruments plus puissants pour assurer que les grandes sociétés multinationales assument la responsabilité des risques qu'elles prennent* ». Ce morceau indigeste est à relire dans un an, quand nous verrons comment les nouvelles normes ont été ignorées ou contournées et où nous en sommes en matière de spéculation. On affirme vouloir encadrer, contrôler, améliorer, alors qu'il aurait fallu interdire les bonus, congédier les traders, proscrire les produits dérivés, détruire les paradis fiscaux et plus généralement empêcher tout pari sur les prix - à commencer par ceux des matières premières.

Nous demeurons soumis à la logique infernale de l'ultra-concurrence qui est pire que la

libre concurrence. En quoi ? La libre concurrence consiste à placer le renard libre dans le poulailler libre ; l'ultra-concurrence est le système qui donne au comité des renards la gestion du poulailler sans grillages. Défenseur du libre-échange, de la libre circulation des capitaux, de la libre accumulation des profits, le G 20 doit être dès à présent tenu responsable de la violence de la crise mondiale qui va continuer de se manifester en Europe sous forme de chômage, de désindustrialisation, d'inégalités monstrueuses dans le partage des richesses, de désordres monétaires dont nous n'avons encore qu'une pâle idée.

Il n'y a rien à attendre du G 20, ni des États-Unis. Rien à attendre de Barack Obama, fondé de pouvoir de Wall Street. Rien à attendre de la Commission européenne ni, bien sûr, de Nicolas Sarkozy qui continue d'utiliser la vulgate keynésienne en France et d'entériner les pratiques ultra-libérales dans les sommets internationaux.

Sylvie FERNOY

(1) Consultable sur le site <http://www.archivesroyalistes.org>

(2) cf. Jean-Michel Quatrepoint - « *La dernière bulle* », Mille et une nuits, 2009, Achat immédiat prix franco : 18 €.

(3) Pour une analyse de la crise et des réactions qu'elle a suscitées, cf. l'étude publiée par Jacques Sapir sur le site <http://www.marianne2.fr/tags/jacques-sapir/>

Galbraith

Crise infantile

Depuis sa première édition française en 1970, le livre que Galbraith a consacré à la crise de 1929 a été régulièrement republié. Il est bon de le relire aujourd'hui, si ce n'est déjà fait, comme document sur une histoire qui reste utile dans la présente période. En 1929, l'une des causes majeures de la crise fut la répartition inégalitaire des revenus : c'est à nouveau le cas aujourd'hui, ce que les oligarchies occidentales refusent d'admettre.

Autre point instructif mais dangereusement négligé au moment où on se plaît à souligner la reprise... de l'activité boursière. Évoquant en 1987 la situation dans les années vingt, J.-K. Galbraith écrivait ceci : « *Ce que nous savons avec certitude, c'est que les épisodes spéculatifs ne se terminent jamais en douceur. Il est sage de prédire le pire, même s'il est, selon la plupart des gens, improbable* ».

Dans sa préface à l'édition de 1989, qui évoque le krach de 1987, l'excellent économiste américain souligne le rôle pernicieux des réductions d'impôts consenties aux plus riches avant 1929 et avant 1987 par le gouvernement américain.

Il n'est pas trop tard pour offrir ce petit ouvrage lumineux à ceux qui croient que les *stabilisateurs automatiques* ont eu raison de la crise actuelle.

Jacques BLANGY

(1) John Kenneth Galbraith, « *La crise économique de 1929, Anatomie d'une catastrophe financière* », Petite bibliothèque Payot, 2009, prix franco : 10 €.

[→ Achat immédiat](#)

Sortirons-nous un jour de la crise ? Probablement jamais, concluent Gilles Dostaler et Bernard Maris dans leur essai *Capitalisme et pulsion de mort* ⁽¹⁾.

Suite à la récente crise financière, des mesures ont été demandées pour moraliser le capitalisme. Les boucs émissaires ont été désignés : spéculateurs, traders, banquiers. Le coupable, c'est toujours l'autre.

Ces condamnations ne masqueraient-elles pas l'essentiel ? Les causes de notre déroute ne seraient-elles pas plus profondes, plus intimes... nichées au cœur de chacun de nous ? C'est la thèse de Gilles Dostaler et Bernard Maris qui, rapprochant les théories de Sigmund Freud et de John Maynard Keynes, tentent d'expliquer pourquoi nous prenons un malin plaisir à casser régulièrement nos jouets.

Le capitalisme « se définit comme le moment où l'invention et la technique sont détournées, canalisées et systématiquement appliquées à l'accumulation des biens. » Cette dynamique prend sa source dans « une insatiabilité et une insatisfaction infantiles » qui poussent l'homme, tel la grenouille de la fable, à vouloir égaler Dieu. Au fur et à mesure que gonfle notre batracien, sa pression augmente et finit par devenir insupportable. Il exploserait entièrement si, de temps en temps, une crise ne venait le purger de ce trop-plein (« comme une centrale atomique qui aurait des fuites »). Cette crise peut être financière mais également militaire, comme le rappellent Gilles Dostaler et Bernard Maris, ci-

tant Herbert Marcuse : « *Les camps de concentration, les génocides, les guerres mondiales et les bombes atomiques ne sont pas des rechutes dans la barbarie, mais les résultats effrénés des conquêtes modernes de la technique et de la domination* ».

Ces crises à répétition pourraient-elles être évitées ? Oui, si nous acceptions de dépenser gratuitement une partie de ce que nous possédons. Mais nous n'aimons guère donner : lorsque nous dépensons, c'est toujours dans l'espoir d'un retour sur investissement (matériel ou symbolique). Incapable de se dépenser, le capitalisme finit par le faire malgré lui... à ses dépens (que l'on songe aux milliards injectés par les gouvernements pour éviter la faillite totale du système). Ce qui aurait pu être festif devient maladif. Eros se renverse en une pulsion de mort dont Gilles Dostaler et Bernard Maris traquent la présence dans les rouages de notre économie (ainsi rappellent-ils, par exemple, que la soif de l'or est de nature fécale). Leur analyse est accablante.

Sommes-nous alors condamnés à régulièrement détruire ce que nous venons de construire, comme ces enfants qui, après avoir empilé des cubes, explosent tout d'un coup de pied ? Sortirons-nous un jour de ce modèle infantile de développement qu'est le capitalisme ? Notre économie deviendra-t-elle un jour adulte ? Pour ce faire, il lui faudrait intégrer dans son mode de production

une part improductive qui, de désastreuse, deviendrait heureuse : « *C'est que la construction d'une église n'est pas l'emploi profitable du travail disponible, mais sa consommation, la destruction de son utilité. L'intimité n'est exprimée qu'à une condition par une chose : que cette chose soit au fond le contraire d'une chose, le contraire d'un produit, d'une marchandise : une consommation et un sacrifice*. » (2) Le cheminement de Gilles Dostaler et Bernard Maris conduira sans doute ces derniers à davantage questionner la pensée de Georges Bataille (qu'ils évoquent brièvement dans leur essai). Une réflexion approfondie sur le jeu et l'œuvre d'art comme mode de production est notamment nécessaire si nous voulons sortir du capitalisme infantile. Sans cette réflexion, « *il est à craindre que l'espèce humaine ne disparaisse avant le capitalisme* ».

Gilles MONPLAISIR

📖 (1) Gilles Dostaler & Bernard Maris - « *Capitalisme et pulsion de mort* », Ed. Albin Michel, 2009, prix franco : 17 €. [→ Achat immédiat](#)

📖 (2) Georges Bataille - « *La part maudite* », Ed. De Minuit, 1949, réédition 1967 : prix franco : 17 €. [→ Achat immédiat](#)

ERRATUM

Dans le précédent numéro de *Royaliste* (n° 953), rendant compte du dernier livre de Gérard Leclerc, *Rome et les lefebvrists*, Luc de Goustine a écrit par erreur que Mgr Lefebvre avait été « supérieur élu des Pères Blancs ». Il fallait lire « de la congrégation du Saint-Esprit » (les Spiritains). Que nos lecteurs veuillent bien nous excuser.

Les maos n'ont jamais été de gauche...

Voilà une histoire qui nous concerne directement, touche à nos origines, provoqua un procès presque en sorcellerie. Presque, parce que tout de même fondé en partie. Je me souviens d'une lettre du professeur Louis Jugnet, qui marqua des générations d'étudiants toulousains, nous reprochant une étrange fascination pour le *gauchisme*, dans lequel nous nous serions reconnus comme dans un double. Jamais nous ne nous reconnûmes dans le maoïsme, au grand jamais dans Mao et son régime cauchemardesque. Mais les maos, ceux de la *Gauche prolétarienne*, nous intéressaient prodigieusement. Ils tranchaient tellement dans l'univers politique et intellectuel du moment ! Ils avaient une telle énergie, une volonté de transformer le monde. Notre ami Clavel nous le confirmait : « *Vous connaissez Le Bris et Le Dantec ? Ce sont des chouans !* » Tout de suite il nous embarqua dans son entreprise démesurée, qui n'était folle qu'aux yeux de ceux qui n'avaient pas identifié sa vraie nature : conduire la révolution culturelle jusqu'au bout de sa logique, c'est-à-dire reconnaître l'absolu qui bouleverserait de fond en comble notre civilisation spirituellement asphyxiée.

En quelques années, l'intuition clavelienne fut amplement vérifiée. L'effet Soljenitsyne aidant, le maoïsme fut rejeté, la Gauche prolétarienne dissoute et les survivants de l'étonnante aventure conduits sur des chemins inattendus. L'incroyable se produisit avec Benny Lévy, l'ancien Pierre Victor de la G.P., convertissant littéralement Jean-Paul Sartre à la pensée de Levinas ! Sainte colère de Simone et des autres... Il est vrai qu'il s'agissait d'une *metanoïa* radicale, qui à elle seule justifiait une interrogation distanciée sur le sens véritable du maoïsme à la française. Mais plus de quarante ans après Mai 68, l'interrogation se poursuit, les anciens maos ayant continué leur évolution qui va jusqu'à les faire soupçonner de *maurrassisme* et de *néoconservatisme*. Cette rentrée est marquée par la publication de deux ouvrages sur le sujet. Je traiterai plus tard celui de Daniel Lindenberg, qui élargit la question à un phénomène général de droitisation de la pensée, correspondant au retour de la révolution conservatrice des années de Weimar, pour m'intéresser au vif parcours de Jean Birnbaum, s'occupant exclusivement du destin de ceux qu'il appelle *les maoccidents*. Ce titre est en soi tout un programme. Il signifie que les maos auraient identifié le véritable objet de leur obscur désir. Non pas l'Orient fantasmé d'un tyran sanguinaire, mais l'Occident de leur naissance et de leur culture.

Le livre de Birnbaum m'a passionné, non seulement parce que nous sommes impliqués dans son récit, mais parce qu'il prolonge un questionnement de plus de quarante ans et qui, brusquement, retrouve une prodigieuse actualité. Il me faut au préalable concentrer la thèse principale, au risque de paraître paradoxal et faire hennir toutes les constellations de la bien-pensance intellectuelle. L'aboutissement du maoïsme ne serait autre que le maurrassisme ! Je n'invente rien, puisque c'est Jean-Claude Milner, l'intellectuel sans doute le plus aigu de la mouvance qui l'écrit, avec cette précision

aggravante et ahurissante que cela se ferait au travers de la réconciliation du judaïsme et du maurrassisme. Pour Milner en effet, seuls l'un et l'autre s'opposeraient à l'illimitation d'une Europe qui ne reconnaît plus de frontières et s'acharne depuis les Lumières sur la spécificité du Nom juif, dont l'irréductibilité est insupportable à sa volonté d'indifférenciation. À ceux qui rappellent l'antisémitisme de Maurras et l'étrange inconséquence d'un tel rapprochement, Birnbaum oppose que la création de l'État d'Israël a inversé les problématiques. Il n'est plus possible de reprocher aux Juifs d'être les agents d'un cosmopolitisme apatride puisque désormais ils se reconnaissent dans les limites d'un territoire et l'identité d'une nation.

Très beau sujet de confrontation ! Quand il s'insurgeait contre l'illimité (*l'infini ! Comme ils disent*, c'est-à-dire les Allemands), l'auteur d'*Anthinea* était fidèle à la sagesse grecque, celle qui oppose des limites à l'*apeiron*, que l'on pourrait définir comme le mauvais infini, celui qui produit la démesure et déchaîne la violence ? Là où ses adversaires démocrates chrétiens avaient dénoncé la preuve de son

athéisme, il ne s'agissait pour Maurras que de tirer les conséquences de la composition instable du cosmos pour trouver les formules d'une mesure possible. La question de l'infini religieux relevait d'un autre ordre, dévolu à la quête d'une âme déchirée. Entrer dans la sagesse des limites, ce n'est pas abolir la recherche spirituelle. Les Juifs, Benny Lévy revenu à son judaïsme singulièrement, sont les premiers à le savoir.

Jean Birnbaum montre que dans l'immédiat après 68, cette conjonction maurrasso-judaïque avait été en quelque sorte anticipée par le rôle d'intermédiaire joué par Maurice Clavel, invitant un Lardreau et un Jambet à prendre contact avec Pierre Boutang. J'avoue qu'ici je m'interroge. Y avait-il chez le Clavel de cette période la volonté explicite de faire intervenir Maurras par la médiation de Boutang ? J'ai plutôt le souvenir qu'il nous détournait

alors du maître de l'*Action française*. Il est vrai que c'était plus complexe que cela. Lorsque Mandouze s'était attaqué à lui en l'accusant de prolonger Maurras dans sa polémique antiprogessiste, à mon étonnement il ne l'avait pas démenti.

Un élément d'information me semble manquer à Jean Birnbaum. Il concerne Pierre Boutang et sa nomination au lycée Turgot en 1967. Alors là oui, s'accomplit une véritable révolution intellectuelle, qui renverse la problématique de l'antisémitisme maurrassien. Les fonctionnaires de la rue de Grenelle qui avaient nommé Boutang dans le lycée le plus juif de Paris avaient sans doute voulu lui jouer un vilain tour. Ses élèves ne supporteraient pas un antisémite comme professeur plus de quinze jours ! Ça exploserait forcément. Contrairement à leur attente, ce fut l'inverse qui se produisit. Jamais un professeur ne s'entendit aussi bien avec ses élèves ! L'antisémitisme d'hier se révélait anachronique au point que c'est le maurrassien qui enseignait la Bible à des jeunes juifs complètement déjudaïsés. Il faut insister là-dessus. Sans doute Boutang sortira-t-il de sa confrontation avec ses élèves encore plus sioniste qu'il ne l'était. Mais de longue date, le philosophe s'était intéressé à Martin Buber et c'est l'enseignement religieux qui lui importait d'abord, comme chrétien, dans son approche d'Israël. Il faut lire aujourd'hui la revue *Les Provinciales* d'Olivier Véron et de ses amis pour comprendre la portée de ce tournant intellectuel. Un tournant qui pose d'ailleurs plus d'interrogations nouvelles qu'il ne résout d'impossibilités anciennes. Mais il nous faut en reparler d'urgence !

par Gérard Leclerc



📖 Jean Birnbaum - « *Les Maoccidents – Un néoconservatisme à la française* », Stock, prix franco : 12,50 €. [Achat immédiat](#)

Ce prince qui aurait pu changer le cours de l'histoire

« Avec un autre caractère, une autre éducation, avec davantage d'audace et de sens des réalités, il aurait pu changer le cours de l'histoire de France », écrit Philippe Delorme en ouverture de son avant-propos ⁽¹⁾.

« I l », c'est Henri Charles Marie Dieudonné de Bourbon, duc de Bordeaux, comte de Chambord : Henri V, tout simplement. Remords permanent des royalistes qui, à son endroit, hésitent entre un sentiment de respect pour sa fidélité sans faille - que d'aucuns jugent stérile - à ses convictions (« *Mon principe est tout* ») et un sentiment *a posteriori* de colère devant l'occasion manquée : la restauration.

En effet, au sortir d'une seconde expérience impériale aussi catastrophique que la première - voire plus catastrophique encore, du fait que c'était précisément la seconde en un demi-siècle -, le nouveau régime se proclame dans l'euphorie... de la défaite : « *Il est sûr que la capitulation de Sedan fit la fortune du parti républicain*, rappelle Bernanos (2). *On se rappelle le cri fameux : Les armées de l'empereur sont battues !* »... et la France avec elles, mais qu'importe à ces « *parvenus du Quatre-Septembre* [qui] ne virent pour eux de salut que dans un véritable soulèvement de la passion nationale, une sorte de guerre d'indépendance, à l'espagnole, où le nouveau régime trouverait sa consécration. » Et Bernanos de poursuivre : « *Lorsque ce résultat leur parut atteint, et qu'ils se trouvèrent face à face, devant les barricades de la Commune, avec ce même peuple qu'une prodigieuse*

mise en scène avait fini par prendre aux entrailles, ils le rafraîchirent avec du plomb. » Oui, on ne rappellera jamais assez que la III^e République, portée sur les fonts baptismaux par Bismarck, naquit dans l'euphorie de la défaite, avant de connaître, avec Gambetta, la gloire d'une épopée tragi-comique qui n'eut pour résultat que d'alourdir considérablement la facture et, avec Thiers, son bain de sang.

Nous ne nous sommes qu'apparemment écartés du sujet : relire *La Grande Peur des bien-pensants* permet de mieux juger le décor dans lequel s'inscrit l'action du comte de Chambord et l'échec de la restauration, notamment l'opposition irréductible d'un certain personnel politique, plus encore orléaniste que républicain, au retour d'un Bourbon sur le trône de France. Non qu'il faille exonérer le comte de Chambord de toute responsabilité dans l'affaire : un Louis XI ou un Louis XIII eussent certainement réussi à juguler les menaces pesant non tant sur la réalisation de l'entreprise - le retour concret de la monarchie - que sur les conditions et la nature de ce retour. De la détermination et, plus encore, une certaine dose de cynisme, voire de machiavélisme, ont fait défaut à Henri V pour monter sur le trône et ce alors même que les républicains, après leur honteuse et sanglante gestion de la défaite, étaient devenus minoritaires à la Chambre et dans le pays et

que le peuple français aspirait dans son immense majorité, et dans un même ensemble, au retour de la paix, de la prospérité et du Roi. Mais les royalistes étaient déjà bien divisés.

Le mérite de ce journal inédit, remarquablement présenté et annoté par Philippe Delorme, outre son intérêt strictement biographique et historique, est donc d'ordre politique. Il nous permet de comprendre de l'intérieur l'âme d'un prince fait pour régner et qui eût fait un grand roi... s'il n'avait dû, pour ce faire, parvenir à la royauté, ce qui, en creux, fait mieux ressortir les mérites de la monarchie héréditaire en révélant la différence de nature entre le politicien et le prince : le premier sait arriver au pouvoir mais n'est pas nécessairement digne de l'exercer - est-il besoin d'insister ? - quand le second, préparé depuis la naissance à exercer son métier, peut y déployer, en sus, ses talents personnels, sans nécessairement posséder les contre-qualités de l'intrigant. Tel fut le cas de Henri V et de son entourage, « *enfermés*, comme l'écrit Philippe Delorme, *dans une vision figée de la réalité politique* ».

Henri V, enfant du miracle, « *marqué, depuis sa naissance, par le sceau de la Providence* », ce journal ne fait que le confirmer, eût été un prince de son temps : ce travailleur acharné, jusqu'à la limite de son agonie, qui vou-

lait reprendre avec les Français « *le grand mouvement de 89* », ne considérait-il pas que la question sociale était primordiale ? Ce fut donc... la politique qui le lui interdit : comme le rappelle la princesse Françoise de Bourbon de Parme dans sa remarquable préface, « *un exemple célèbre, celui du drapeau blanc, mal interprété, illustre sa position* » : n'avait-il pas confié à son neveu Robert, grand-père de la princesse : « *Quelle que soit la couleur du drapeau, je l'embrasserai* » ? Du reste, précise-t-elle encore, le drapeau tricolore n'était-il pas celui de la garde personnelle de Louis XV - le bleu du manteau de la Vierge, le blanc du Roi et le rouge du martyr de saint Denis ? - une autre façon de considérer notre drapeau national... Toutefois, avait ajouté Chambord : « *Personne, sous aucun prétexte, n'obtiendra de moi que je consente à devenir le roi légitime de la Révolution* », c'est-à-dire un roi prisonnier du régime des partis - royalistes y compris - qu'elle avait engendré et qui, précisément, avait trahi le grand mouvement de 89. Et d'ajouter : « *Amoindri aujourd'hui, je serai impuissant demain.* » Ou l'absence, encore, de tout esprit d'intrigue. « *De droit divin*, rappelle encore Philippe Delorme, *la royauté de Henri V n'aurait cependant pas été sans limites. Le prétendant aurait accepté une charte constitutionnelle dans le style de celle de 1814. Mais pour qu'il puisse appliquer ce programme, il aurait fallu que le Ciel accordât à Henri Dieudonné le bénéfice d'un second miracle...* » Pour le malheur de la France, celui-ci ne se produisit pas, ce qui ne fait qu'alourdir notre responsabilité pour demain.

Axel TISSERAND

📖 (1) Henri, comte de Chambord - « *Journal (1846-1883) - Carnets inédits* », édition François-Xavier de Guibert, texte présenté, établi et annoté par Philippe Delorme, prix franco : 42 €.

➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Georges Bernanos - « *La Grande Peur des bien-pensants* », Livre de Poche, p r i x franco : 9,50 €.

➡ [Achat immédiat](#)

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 7 octobre** - Voici dix ans, l'intronisation du fils d'Hassan II avait soulevé de grands espoirs dans le royaume chérifien. C'est pour nous l'occasion de prendre la mesure de l'œuvre accomplie et des attentes déçues. « **Mohamed VI, premier bilan** » : il s'agit d'examiner l'évolution des institutions politiques, les transformations de la société marocaine et tout particulièrement le statut de la femme, les questions relatives au développement économique, l'état de la question religieuse, le rôle du Maroc dans les relations internationales... Pour établir ce bilan, nous avons à nouveau invité **Bernard CUBERTAFOND**. Professeur à l'université Paris VIII où il enseigne le droit constitutionnel, directeur d'un séminaire sur l'évolution du Maghreb contemporain, il est l'auteur, entre autres publications, de deux ouvrages sur *Le système politique marocain* et sur *La vie politique au Maroc*. En écho à sa première conférence aux Mercredis, nous avons publié un entretien avec Bernard Cubertafond

dans le numéro 787 de *Royaliste*.

● **Mercredi 14 octobre** - Les nombreux suicides provoqués par les méthodes d'organisation utilisées par France Télécom attirent une nouvelle fois l'attention sur cette forme ultime de protestation et de dénonciation qui affecte depuis douze ans maintes professions. Nous avons demandé à **Christophe DEJOURS** de nous exposer tous les aspects de la tragédie sociale que constitue « **Le suicide au travail** » et de nous présenter les solutions qui peuvent être apportées. Notre invité est professeur titulaire de la chaire de Psychanalyse-Santé-Travail au Conservatoire National des Arts et Métiers et directeur du laboratoire de psychologie du travail et de l'action du CNAM ; entre autres responsabilités, il dirige la revue *Travailler*.

Nous avions reçu Christophe Dejours pour un précédent ouvrage – *Souffrance en France* – qui avait fait date dans l'histoire sociale de notre pays. Le nouveau livre qu'il publie avec Florence Bègue – *Suicide et travail : que faire ?* – vient à point nommé.

● **Mercredi 21 octobre** - Historien réputé, **Jean-Christian PETITFILS** est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages parmi lesquels des biographies de Louis XIII, de Louis XIV, de Fouquet, de Louis XVI, qu'il avait bien voulu nous présenter.

Le nouveau livre qu'il vient de publier aborde un point précis de l'histoire de la France classique : « **L'assassinat d'Henri IV** » sur lequel on croit tout savoir et qui demeure énigmatique. On sait qui a tué le roi, mais

La vie d'un journal

Non, pour une fois, le thème principal de cet article ne sera pas nos problèmes financiers ! Mais aujourd'hui ce que je voudrais obtenir de nos lecteurs c'est une meilleure participation à la partie rédactionnelle du journal. Bon an mal an, chaque année une cinquantaine d'amis participent à la rédaction de *Royaliste*. Mais ce chiffre ne doit pas faire illusion : pour beaucoup cette collaboration se borne à un article ou deux par an, ce qui signifie que l'essentiel du journal est écrit par une petite dizaine de rédacteurs. Nombre insuffisant si l'on veut que *Royaliste* garde une diversité de ton et traite de sujets suffisamment variés pour satisfaire la large palette des sensibilités de nos lecteurs.

L'écriture dans *Royaliste* est ouverte à tous, sous réserve de quelques principes essentiels : avoir un sujet précis et quelque chose à en dire !..., l'écrire dans un français correct, se soumettre aux règles matérielles de notre secrétariat de rédaction.

Mais il est une autre forme de collaboration qu'il serait très facile de développer : le courrier des lecteurs. Cette rubrique, toujours appréciée, apparaît trop peu souvent dans notre journal car nous ne recevons pas assez de lettres qui peuvent faire l'objet d'une publication. Alors, d'accord ou pas d'accord avec nous, écrivez-le (attention à la longueur : une lettre trop longue ne sera citée qu'en extraits...).

Un journal comme *Royaliste* ne peut vivre et progresser que s'il est l'œuvre collective de tous ses amis. Que ce soit en y écrivant, en le faisant connaître ou en apportant sa contribution financière, chacun de nos lecteurs doit avoir à cœur d'y participer.

Yvan AUMONT

les explications du geste de Ravaillac n'ont pas convaincu Jean-Christian Petitfils qui s'est livré à une véritable enquête policière sur un dossier classé depuis longtemps. Ravaillac a-t-il été l'agent involontaire d'une conspiration étrangère, commanditée par l'archiduc Albert de Habsbourg et un groupe d'officiers belges et franc-comtois qui ne voulaient pas que le roi de France reparte en guerre ? Grâce à sa connaissance ap-

profondie de l'époque, notre invité dénouera les fils de cette tragédie, dont les conséquences politiques et religieuses furent considérables.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Quelle stratégie politique ?

Commençons par écarter les petits événements politiques qui font un énorme bruit : le dérapage verbal de Brice Hortefeux, la nouvelle tactique de Ségolène Royal, l'opinion de Manuel Valls... De tels faits sont significatifs, il n'est pas inutile de les commenter mais ils devraient être inscrits à un rang inférieur dans la hiérarchie des urgences. Pas celle des médias, qui obéissent à leur propre logique, mais celle d'une opposition qui aurait la volonté de prendre le pouvoir pour changer en profondeur le cours des choses.

Nous faisons partie de cette opposition, nous y agissons en solitaires faute de pouvoir renouer une alliance sur des projets communs. Pour le moment, nous sommes contraints à l'extrême réserve. A droite, pas d'organisation gaulliste crédible, effectivement rassembleuse dans sa volonté de rompre totalement avec l'oligarchie. A gauche, des partis obsédés par la tactique et qui piétinent faute de pouvoir trouver un fédérateur ou parce qu'ils ne veulent pas en entendre parler.

Que faire ? Rappeler, avec obstination, que la victoire ne s'obtient pas sans une méthode rigoureuse, mise au service d'un projet clairement explicité. Ce n'est pas très compliqué : la crise mondiale clarifie brutalement les enjeux. Mais il faut que les opposants, qui ne constituent pas encore une Opposition, commencent par opérer en eux une révolution intellectuelle : renversement des valeurs, retour aux idées fondatrices, bouleversement des priorités militantes,

rupture avec les détestables habitudes prises depuis les années quatre-vingt.

Nous avons appelé la gauche à un réexamen de son passé – pour qu'elle renonce à l'arrogance. Nous souhaiterions que les gaullistes se demandent si le sectarisme et le conservatisme social sont dans la tradition dont ils se réclament. De manière plus générale, nous pensons qu'une opposition efficace doit nécessairement s'appuyer



sur une tradition politique assumée (le socialisme, le gaullisme, le communisme) et tenir pour essentielle l'étude en commun en vue de comprendre la société française, la crise économique, les rapports de force internationaux.

Il faut pour cela renouer avec les chercheurs et prendre le temps de travailler en réduisant le nombre des prestations télévisées – la plupart sont inutiles – et en renonçant aux mille et une formes de la connivence qui paralyse l'esprit critique et lie les mains. Le diable de la trahison se cache dans les gestes infimes et les menus détails (1). L'opposition n'est pas un dîner de gala. C'est en sacrifiant les

mondanités qu'on pourra retrouver une démarche politique normale – pensée, projet, programme, tactique, stratégie – fruit d'un travail collectif alors que les dirigeants de gauche se délectent dans la tactique à très court terme et la promotion personnelle.

Quant à la stratégie, il est un point décisif souligné par Jacques Sapir (2) au lendemain de l'élection de 2007 : il ne sert à rien de protester, si l'on ne se déclare pas capable de réaliser rapidement ce que le pouvoir établi promet sans jamais tenir. La ruse de Nicolas Sarkozy, c'est de lire des homélies de style gaulliste et keynésien, qui répondent aux aspirations de la majorité des Français : le retour de l'État, la malfaisance du capitalisme financier, l'Europe qui protège, la fidélité à l'idéal de la Résistance... Nul n'ignore que le supposé président fait le contraire de ce qu'il dit. Mais il est vain de pointer l'adhésion intéressée à l'ultra-libéralisme et l'alignement sur les États-Unis si l'on n'est pas capable de prendre au mot Nicolas Sarkozy, de réaliser ce qu'il a justifié dans ses discours. La financiarisation est néfaste ? Nationalisons les banques ! Les délocalisations sont condamnables ? Protégeons l'économie européenne ! La France est une grande puissance ? Elle doit affirmer son indépendance à l'égard des États-Unis en quittant l'Otan !

Le drame, c'est que l'opposition se refuse encore à relever le moindre défi.

Bertrand RENOUVIN

(1) C'est également vrai en politique étrangère : les embrassades lors des sommets internationaux signifient que se rencontrent les membres d'un club très fermé qui fonctionne selon la règle du consensus – non de la confrontation nécessaire. Imagine-t-on le général de Gaulle faisant la bise au président des États-Unis d'Amérique ?

(2) Cf. *Royaliste* n° 904, 14-27 mai 2007 consultable sur le site www.archivesroyalistes.org